



## **DÉCISION DEC\_2025\_138**

**OBJET : Renouvellement de l'adhésion à l'ALEC-MVE**

**LE MAIRE,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-22,

**VU** la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son objectif de réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à 2012,

**VU** la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ayant pour objectif la neutralité carbone en 2050, et notamment la réduction de 40 % de la consommation d'énergies fossiles entre 2012 et 2030,

**VU** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 (Loi Climat et Résilience) portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets,

**VU** la délibération n°2021\_058 en date du 30 juin 2021 portant adhésion de la commune de Charenton-le-Pont à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat – Maîtrisez Votre Énergie (ALEC-MVE),

**CONSIDÉRANT** le Plan Climat air énergie territorial de l'EPT Paris Est Marne et Bois qui vise une baisse de 52 % de la consommation d'énergie entre 2005 et 2050, ainsi que la rénovation de 6 500 logements par an entre 2020 et 2050 à l'échelle du territoire,

**CONSIDÉRANT** le rôle, les missions et l'engagement de l'ALEC-MVE dans la mise en œuvre de la transition énergétique,

**CONSIDÉRANT** l'appui que peut fournir l'ALEC-MVE à la ville de Charenton-le-Pont pour atteindre les objectifs précités,

### **DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de la commune de Charenton-le-Pont à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat – Maîtrisez Votre Énergie (ALEC-MVE), dont le siège est situé au 35 - 37 avenue de la Résistance, 93100 Montreuil, pour l'année 2026.

**ARTICLE 2 :** Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget.



Envoyé en préfecture le 25/11/2025

Reçu en préfecture le 25/11/2025

Publié le 25/11/2025

ID : 094-219400181-20251125-DEC\_2025\_138-AU

**webdelib**

**ARTICLE 3 :** Rappelle que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Cette juridiction administrative peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Charenton-le-Pont, le 25 novembre 2025

**Hervé GICQUEL**

#signature1#